

Expéditeur :

**Service d'urbanisme
NAILLOUX**

1 rue de la République

31560 - NAILLOUX

Tél : 05.62.71.96.96

Courriel :

responsable.urbanisme@mairienaillox31.com

ETABLISSEMENT :

ASSOCIATION APRES
FOYER DE VIE DU DOUYSSAT
4 avenue de Saint Léon
31560 NAILLOUX

Arrêté portant la référence : **N°2026-APE-001**

Transmis au préfet le 08/01/2026

**ARRETÉ
DE POURSUITE D'EXPLOITATION
D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

Le Maire de NAILLOUX

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2212-2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R 123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7 ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de 5ème catégorie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-1-470 du 13 avril 2012 relatif à la création de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public en date du 04/11/2024 ;

ARRÊTE

Article 1

L'établissement **FOYER DE VIE DU DOUYSSAT** de type principal J, classé en 4ème catégorie sis 4 avenue de Saint Léon - 31560 Nailloux, est autorisé à poursuivre son exploitation.

Article 2

La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la commission de sécurité du 04/11/2024.

Article 3

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande

d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Le Maire, M. le Colonel du groupement de gendarmerie (ou le directeur départemental de la sécurité publique) sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également transmise au Préfet.

Le 07/01/2026

Par délégation du maire
L'adjoint délégué à l'urbanisme
Pierre MARTY

